



**CIRCULAIRE DE Jean Claude MAILLY
PUBLIEE A L'ISSUE DE LA CONFERENCE SOCIALE DES 7 ET 8 JUILLET 2014**

Cher(e)s camarades,

FORCE OUVRIERE s'est rendue hier à la conférence sociale en délégation pour assister à la séquence introductive, Jean-Claude MAILLY était accompagné de Pascal PAVAGEAU et de Stéphane LARDY pour la réunion avec le Président entouré du Premier ministre et des ministres en présence des 5 organisations syndicales et des trois organisations patronales, rejoignant ensuite notre délégation complète dans l'Hémicycle pour le discours en plénière du Président de la République.

Comme vous le savez, la conférence sociale s'est ouverte hier dans un contexte tendu, en effet de nombreuses annonces successives du Président de la République et de son gouvernement (pacte de responsabilité le 31 décembre 2013 et ses suites, décisions du Premier ministre du 2 juillet dernier) ont été prises sans aucune consultation syndicale préalable. Y compris les dernières à quelques jours de la conférence sociale.

Cette absence de concertation s'est faite dans le contexte général d'une politique dite « de l'offre » et de « baisse du coût du travail » financée par 50 Mds d'économie budgétaire (réduction des dépenses publiques et sociales) aux effets récessifs et destructeurs socialement, économiquement et démocratiquement.

Sur cette politique également, le Président de la République et son gouvernement n'écoutent pas et poursuivent, en accélérant, dans ce sens avec des réponses systématiquement positives aux demandes patronales (déjà 41 Mds consentis au patronat, sur le plan fiscal, selon des exonérations de cotisations ou encore avec des aides et des mesures de simplification) et, en face, un déni des attentes et revendications des salariés.

Pour toutes ces raisons, FORCE OUVRIERE a décidé d'être absente le deuxième jour de la conférence sociale (celle des travaux en ateliers et de la présentation, par le Premier ministre, de la feuille de route dite sociale du gouvernement).

Le Secrétaire général, Jean-Claude MAILLY, en a fait l'annonce dans son intervention devant le Président de la République, que vous trouverez ci-jointe.

A cette troisième édition de la conférence sociale, FORCE OUVRIERE voulait présenter ses revendications à chaque table ronde. Elles sont nombreuses, des salaires à l'emploi et à la protection sociale en passant par le service public républicain et le développement industriel. Elles sont reprises de façon synthétique dans le document que vous trouverez en pièce jointe et que nous avons rendu public. Ces revendications ont aussi déjà été adressées au gouvernement à l'occasion des réunions bilatérales préparatoires à cette conférence.

Dans ses interventions du 7 juillet, le Président de la République a notamment affirmé plusieurs fois que le pacte serait financé par les économies budgétaires.

Cela donne raison à ce que FORCE OUVRIERE ne cesse d'indiquer depuis janvier : ceux qui soutiennent et accompagnent de pacte (du côté syndical y compris), justifient et renforcent l'austérité. Le pacte, c'est aucun effet sur l'emploi, mais c'est moins de services publics et sociaux !

Le Président de la République a par ailleurs fait plusieurs annonces. Après avoir « marqué le coup » aux annonces de FO et de la CGT de quitter la conférence, il a visiblement modifié son discours introductif en y intégrant d'emblée des éléments pré-écrits que devait contenir la « feuille de route sociale » du gouvernement.

Assises de l'investissement, contrat d'insertion pour l'emploi, apprentissage notamment dans la Fonction publique, comité de suivi des aides publiques, comité de suivi du pacte, négociation sur les chômeurs de longue durée, négociation sur la modernisation du dialogue social, etc.

Nous attendons la traduction écrite de ces annonces disparates (un peu brouillonnes et mélangeant les choses et les responsabilités) pour nous positionner, en toute liberté et en toute indépendance sur chacune d'elles.

Comme nous l'avons déjà indiqué au Premier ministre, si un « Comité de suivi du pacte » se met en place, FORCE OUVRIERE n'y participera pas. Sur les négociations « dictées » par le Président de la République (qui poursuit donc dans une forme de contradiction du dialogue social qu'il prône par ailleurs), nous attendons d'examiner le cadre précis de chacun d'elles.

Libres, indépendants, démocrates et républicains nous le sommes profondément. C'est la raison pour laquelle nous sommes allés dire les choses, exprimer nos désaccords et nos revendications au Président de la République. Mais la méthode, qui relève parfois du mépris envers les organisations syndicales, et l'accélération de la politique d'austérité et « de l'offre » du gouvernement ne sont pas admissibles. C'est notamment ce que notre refus de participer à cette journée signifie. Il est, en lui-même, une revendication générale.

A chacun ses responsabilités, à chacun ses convictions, à chacun ses positions, à chacun sa détermination. Et à chacun sa liberté.

Pour FORCE OUVRIERE, la feuille de route sociale restera gouvernementale. Nous conservons notre entière liberté de comportement et notre indépendance.

Amitiés syndicalistes,

Jean Claude MAILLY
Secrétaire général